

# Élections législatives en Moldavie, 28 novembre 2010

de Corinne Deloy

**ANALYSE**  
1 mois avant  
le scrutin

Le 5 septembre dernier, alors que 87,8% des électeurs moldaves approuvaient la réforme constitutionnelle qui consistait en la modification de l'article 78 de la Constitution pour permettre d'élire le Président de la République au suffrage universel direct, le référendum était invalidé faute d'une participation suffisante. En effet, seuls 30,98% des Moldaves s'étaient rendus aux urnes alors que la Constitution exige un minimum de 33% des électeurs pour que le scrutin soit valide.

La consultation populaire était une tentative de sortir la Moldavie de l'impasse politique dans laquelle elle se trouve depuis le printemps 2009. En effet, aux termes de la Constitution en vigueur depuis 2000, le Chef de l'Etat moldave est élu à bulletins secrets par les 3/5e des députés, soit 61 des 101 élus. En cas d'échec, le Président de la République doit obligatoirement dissoudre le Parlement et convoquer des législatives anticipées. Les partis de l'Alliance pour l'intégration européenne, au pouvoir depuis plus d'un an, ne disposent pas d'une majorité suffisante au Parlement pour faire élire leur candidat à la tête de l'Etat, mais les communistes non plus. La Moldavie est donc privée de Président depuis plus d'un an.

L'échec du référendum du 5 septembre a obligé les autorités moldaves à dissoudre le Parlement, ce qu'a fait le Président de la République par intérim, Mihai Ghimpu (Parti libéral, PL), le 28 septembre dernier. Il a annoncé qu'un scrutin anticipé serait organisé le 28 novembre prochain.

## Les conséquences de l'échec du référendum du 5 septembre

L'invalidation du référendum a été un succès pour les communistes qui avaient appelé les électeurs à boycotter la consultation populaire et un sévère revers pour l'Alliance pour l'intégration européenne au pouvoir depuis les élections législatives du 29 juillet 2009. Cette Alliance rassemble le Parti libéral (PL) de Mihai Ghimpu, le Parti libéral-démocrate (PLDM) de Vlad Filat, le Parti démocratique (PDM) de Marian Lupu et l'Alliance notre Moldavie (AMN) de Serafim Urechean. « *La campagne électorale a manqué d'unité. Les communistes, l'absence de coordination au sein de la coalition au pouvoir et l'indifférence des citoyens sont les causes de l'échec du référendum* » a déclaré le Président par intérim Mihai Ghimpu, qui avait convoqué le référendum dans l'espoir de sortir la Moldavie de la crise politique. « *Les leaders de l'Alliance pour l'intégration européenne sont responsables de l'échec du référendum* » a renchéri le Premier ministre Vlad Filat. Beaucoup de politiques proches du pouvoir ont reproché

aux leaders de l'Alliance d'avoir été si absorbés par leur préparation aux élections à venir qu'ils n'ont pas prêté au référendum l'attention qu'il méritait. « *Personne n'a expliqué l'importance de ce référendum. Certains hommes politiques, assurés du résultat, avaient déjà commencé à mener campagne en vue des élections présidentielle et législatives* » a regretté Marian Lupu.

L'ancien Président, Vladimir Voronine (PCRM), a qualifié de « *logique* » l'échec du scrutin. « *Le peuple a choisi la république parlementaire comme la plus démocratique et la plus juste* » a-t-il affirmé, affichant son opposition à l'élection du Président au suffrage universel.

« *Le résultat du référendum témoigne de la faiblesse du niveau de confiance envers l'Alliance pour l'intégration européenne, coalition gouvernementale au pouvoir. En même temps, la société reste toujours divisée entre partisans des communistes et proches des pro-européens* » analyse le politologue Igor Botsan qui doute que de nouvelles élections modifient ce rapport de forces. Vitalie Andrievschi, analyste politique et directeur du think tank

AVA.MD (<http://ava.m>), considère que le Parti communiste devrait profiter de l'échec du référendum lors du scrutin législatif. « *Les communistes ont remporté un succès auquel ils ne s'attendaient pas. Même si l'échec du référendum n'est pas totalement leur victoire, ils devraient en retirer les bénéfices* » a-t-il indiqué. Selon l'analyste politique Viorel Cibotaru, l'échec du référendum est dû au soutien dont bénéficie le Parti communiste, au mécontentement à l'égard de l'Alliance pour l'intégration européenne et au fait que les 4 partis qui composent cette Alliance n'étaient pas tous intéressés dans la réussite de la consultation populaire. Le Premier ministre Vlad Filat s'est davantage investi dans la bataille électorale que ses partenaires. Cependant, Viorel Cibotaru estime que le problème reste entier car les communistes, qui ne bénéficient pas de soutien au Parlement, auront du mal à recueillir suffisamment de suffrages pour faire élire leur candidat à la Présidence de la République.

### Le système politique

Le Parlement moldave est monocaméral et comprend 101 membres, élus au scrutin proportionnel pour 4 ans au sein d'une circonscription nationale unique. La coalition gouvernementale a voté une loi autorisant de nouveau la formation de blocs électoraux et modifiant le système (proportionnel) de distribution des sièges. Tout parti doit impérativement recueillir 4% des suffrages exprimés pour être représenté au Parlement (7% pour les coalitions formées de 2 partis et 9% pour celles rassemblant 3 et plus). Les candidats qui souhaitent se présenter de façon indépendante doivent recueillir les signatures de soutien d'au moins 5000 électeurs.

Les personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires ou possédant une double citoyenneté ne sont pas autorisées à se présenter aux élections législatives. Enfin, un minimum de 50% de participation est obligatoire pour valider le scrutin législatif.

5 partis politiques sont représentés dans l'actuel Parlement :

- le Parti communiste (PRCM), dirigé par l'ancien Président de la République (2001-2009) Vladimir Voronine, possède 48 députés ;
- le Parti libéral-démocrate (PLDM), dirigé par le Premier ministre sortant Vlad Filat, compte 18 sièges ;
- le Parti libéral (PL) du Président par intérim, Mihai Ghimpu, membre de la coalition gouvernementale sor-

tante, possède 15 députés ;

- le Parti démocratique (PDM) de Marian Lupu, membre du gouvernement sortant, compte 13 sièges ;
- l'Alliance notre Moldavie (AMN), parti de la coalition gouvernementale dirigé par Serafim Urechean, possède 7 députés.

### La campagne électorale

Une trentaine de partis politiques sont en lice. 4 d'entre eux seulement devraient entrer au Parlement : le Parti communiste, le Parti libéral-démocrate, le Parti libéral et le Parti démocratique. A un mois du scrutin, les relations sont très tendues entre les partis membres de la coalition gouvernementale qui ont annoncé qu'ils se présenteront en ordre dispersé et feront campagne séparément.

Fort de l'invalidation du référendum du 5 septembre, le Parti communiste affiche sa confiance. « *Les autorités en place ont modifié le code électoral de façon à minimiser les chances de victoire des communistes. Nous acceptons ce défi et sommes conscients qu'un résultat au-dessous de 50% serait pour nous une défaite et signifierait que l'Alliance pour l'intégration européenne conserverait le pouvoir* » a déclaré Vladimir Voronine. « *L'Alliance a déçu tout le monde, y compris ceux qui avaient voté pour l'un des quatre partis au pouvoir* » répète-t-il. Le leader du Parti communiste, qui se déclare ouvert à toute alliance post-électorale, a affirmé le 12 octobre dernier que « *les autorités moldaves cherchaient à falsifier les résultats des élections* ».

Les relations de la Moldavie, ancienne région de l'est de la Roumanie, avec ses voisins n'ont jamais été faciles. Coupée en deux par l'Union soviétique qui a annexé sa partie orientale située au-delà du fleuve Dniestr en 1940, la Moldavie est rattachée quatre ans plus tard à la République socialiste soviétique de Moldavie (les Moldaves, alliés aux nazis, s'étaient libérés du joug soviétique en 1941). Les autorités soviétiques interdisent la langue roumaine et favorisent l'implantation d'une population russe et ukrainienne aux dépens des Moldaves. Depuis son indépendance le 27 août 1991, Chisinau a souvent tergiversé quant à la position à adopter avec ses voisins roumain et russe. Le premier Président de la République, Mircea Snegur (1990-1997), a tout fait pour rapprocher son pays de Bucarest ; son successeur, Petru Lucinschi (1997-2001), a resserré les liens avec la Russie tout en conservant l'alignement sur la Roumanie, sur l'Union européenne et le monde occiden-

tal. Enfin, Vladimir Voronine (2001-2009) a effectué un virage de 180° en réalignant le pays sur Moscou avant de changer de position en 2003 lorsqu'il refuse soudainement de signer le plan Kozak, texte permettant la formation d'un Etat moldave réunifié et autorisant les forces militaires russes à stationner en Transnistrie, région moldave sécessionniste qui a déclaré son indépendance en 1991, au prétexte que celui-ci « *avait été établi sans consulter l'Union européenne que la Moldavie a l'intention de rejoindre* ». Par la suite, Vladimir Voronine a défendu l'intégration de son pays au sein de l'Union européenne, un point qui fait consensus au sein de la classe politique moldave. Le Président par intérim et leader du Parti libéral Mihai Ghimpu, ouvertement favorable à une union de son pays avec la Roumanie, a poursuivi le rapprochement de la Moldavie avec l'Union européenne. Il a offensé les Russes en proclamant le 28 juin, journée de l'occupation soviétique. En représailles, Moscou a arrêté les importations de vins moldaves, ce qui a grandement affecté Chisinau, la Russie étant un débouché important de l'industrie viticole, et réduit les importations de fruits et légumes moldaves. Cet événement n'a pas été sans conséquences pour Mihai

Ghimpu et ses partenaires de la coalition gouvernementale. Selon Valery Klimenko, leader du mouvement Égalité, l'ensemble des Moldaves, qu'ils vivent en Russie (d'où ils envoient de l'argent à leurs familles restées au pays) ou de l'argent qu'ils tirent du commerce qu'ils font avec les Russes, sont favorables à de bonnes relations avec Moscou.

Les positions des politiques sur la position de la Moldavie par rapport à la Russie ont récemment évolué. Ainsi, le Premier ministre sortant et leader du Parti libéral-démocrate, Vlad Filat, parle d'une union spirituelle de son pays avec son voisin oriental; le chef du Parti démocratique, Marian Lupu, a signé en septembre dernier un accord de coopération avec le parti Russie unie (ER), majoritaire au Parlement russe et dirigé par le Premier ministre russe, Vladimir Poutine.

Selon la dernière enquête réalisée par l'Association des sociologues et démographes moldaves, le Parti communiste devrait remporter 45 sièges le 28 novembre prochain. Il serait suivi du Parti libéral-démocrate de Vlad Filat qui en obtiendrait 24.

#### Rappel des résultats des élections législatives du 29 juillet 2009 en Moldavie

Participation : 58,77%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti communiste (PRCM)	706 732	44,69	48
Parti libéral-démocrate (PLDM)	262 028	16,57	18
Parti libéral (PL)	232 108	14,68	15
Parti démocratique (PDM)	198 268	12,54	13
Alliance notre Moldavie (AMN)	116 194	7,35	7
Autres	66 187	4,18	0

Source : Site internet <http://www.e-democracy.md/en/elections/parliamentary/20092/results/>

# Élections législatives en Moldavie,

## Le point à une semaine du scrutin

Les Moldaves sont appelés aux urnes le 28 novembre pour des élections législatives anticipées. Ce scrutin est le 4<sup>e</sup> en moins de 2 ans après les élections législatives du 5 avril 2009, puis du 29 juillet 2009 et du référendum du 5 septembre dernier sur l'élection du Président de la République au suffrage universel

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

direct. Cet état de fait pourrait engendrer une certaine fatigue des électeurs que les partis politiques ont choisi de combattre en recourant pour la première fois dans l'histoire du pays à de nouveaux moyens de communication pour leur campagne électorale, par exemple en utilisant les réseaux sociaux Facebook ou Twitter. Les partis espèrent toucher la population à l'aide de clips vidéo. « *Les gens sont lassés par les scrutins interminables, nous appelons aux sentiments patriotiques et à leur sens du civisme à l'aide de vidéos* » a déclaré le secrétaire de la Commission électorale centrale, Iuri Cekan.

12 partis ont été officiellement enregistrés pour le scrutin du 28 novembre qui sera décisif pour la coalition gouvernementale, l'Alliance pour l'intégration européenne, au pouvoir depuis les dernières élections législatives du 29 juillet 2009 et qui rassemble le Parti libéral (PL) du Président par intérim Mihai Ghimpu, le Parti libéral-démocrate (PLDM), dirigé par le Premier ministre Vladimir Filat, le Parti démocratique (PDM) de Marian Lupu et l'Alliance notre Moldavie (AMN) de Serafim Urechean. En effet, les 4 partis, qui ne se sont pas remis de leur échec au référendum du 5 septembre, se présentent cette fois-ci en ordre divisé. Ainsi, le 15 novembre, le Parti démocratique a condamné l'initiative du Chef de l'Etat d'engager des troupes de l'OTAN pour chasser les troupes russes (environ 1 300 hommes) de Transnistrie (région moldave sécessionniste actuellement sous occupation militaire russe qui a unilatéralement proclamé son indépendance en 1992 au terme d'un conflit qui a fait plusieurs centaines de morts).

Cependant, selon Dan Dungaciu, professeur de sociologie à l'université de Bucarest et conseiller du Président par intérim Mihai Ghimpu, « *le fait que le référendum ait échoué pourrait, de façon paradoxale, mobiliser les électeurs en faveur de la coalition gouvernementale. Car la population dans son ensemble était en faveur d'une élection du Président de la République au suffrage universel* ».

Les observateurs chargés de veiller au déroulement démocratique de ce scrutin ont exprimé leur satisfaction sur le fonctionnement de la Commission électorale centrale qu'ils ont qualifié de « *transparent* ». En revanche, ils ont regretté le manque de transparence du financement de la campagne électorale ainsi que le mauvais usage des ressources administratives fait par les autorités en place. Les observateurs de l'OSCE se sont félicités des amendements apportés au code électoral (seuil d'éligibilité fixé désormais à 4%, nouvelle répartition des sièges bénéfique aux « *petits* » partis et simplification de la procédure de vote pour les étudiants inscrits dans d'autres villes que celle où ils étudient). De son côté, le Centre des journalistes s'est réjoui de la plus grande indépendance dont fait preuve

la compagnie publique de radiotélévision dans sa politique éditoriale, qu'il qualifie de net changement depuis les campagnes électorales de 2009.

Le récent soutien de la députée européenne roumaine, ancienne ministre de la Justice, (2004-2007) Monica Macovei (Parti démocrate-libéral, PD-L, du Président roumain Traian Basescu) à la coalition gouvernementale sortante a suscité une polémique en Moldavie. « *La coalition sortante fait preuve d'une volonté de réforme et doit être encouragée dans son action* » a-t-elle déclaré. Le Chef de l'Etat roumain a aussi exprimé son souhait de voir la coalition de l'Alliance pour l'intégration européenne rester au pouvoir à l'issue du scrutin du 28 novembre.

La question des relations avec la Roumanie est depuis toujours un sujet délicat en Moldavie. « *Comprendre la Moldavie, c'est avant tout comprendre ses relations avec les pays les plus proches. Les Géorgiens ou les populations des pays baltes ont toujours su qui ils étaient. La Moldavie n'a jamais vraiment été un Etat. Elle fut d'abord une province de l'Empire des tsars avant de devenir une province de la Roumanie. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1990, quand la République de Moldavie s'est constituée, le niveau de conscience nationale ait été très faible. Et que l'influence russe ait perduré* » souligne Dan Dungaciu. « *L'idée d'une union avec la Roumanie a peu de partisans. En revanche, le discours pro-roumain est très fort en Moldavie. Le Président et le Premier ministre moldaves ont tous deux reconnus officiellement qu'ils étaient roumains et qu'ils parlaient le roumain. Il est évident que la langue est la même dans les deux pays* » ajoute-t-il.

« *Aucun membre du Parti communiste n'a de sentiment anti-roumain. Nous sommes seulement opposés à toute ingérence de Bucarest dans nos affaires intérieures. Nous devons être patriotes et nous battre pour l'identité ethnique moldave. Nous souhaitons entretenir de bonnes relations avec la Roumanie, comme en ont deux Etats indépendants et souverains* » a indiqué Vladimir Voronine.

Le 1er novembre dernier, Bucarest et Chisinau ont signé un traité sur leur frontière commune. « *Nous sommes ar-*

rivés à finaliser un processus de négociations entamé en 2003. De cette manière, nous coupons court aux allégations obsessionnelles de certains cercles politiques moldaves concernant un imaginaire agenda irrédentiste de la Roumanie. Ce traité va apporter des réglementations européennes » a déclaré le Premier ministre Vladimir Filat, ajoutant que son pays se trouverait bientôt aux frontières de l'Espace Schengen (une fois que la Roumanie aura intégré ce dernier).

Seuls 4 des 12 partis enregistrés pour le scrutin du 28 novembre devraient dépasser le seuil de 4% des suffrages exprimés (7% pour les coalitions formées de 2 partis et 9% pour celles en rassemblant 3 et +) indispensable pour être représenté au Parlement selon le dernier Baromètre de l'opinion publique présenté par l'Institut des politiques publiques.

Il s'agit du Parti communiste qui devrait recueillir 25,6% des suffrages ; du Parti libéral-démocrate 21,4% ; du Parti démocratique 9,9%, du Parti libéral 8,6%. Selon l'enquête, l'Alliance notre Moldavie de Serafim Urechean n'obtiendrait que 0,6% des suffrages. Un quart des électeurs (26%) disent ne pas encore avoir fait leur choix.

Enfin, selon un sondage réalisé par les instituts CBS, AXA et CSOP, les 2/3 des Moldaves (65%) estiment que leur pays va « dans la mauvaise direction ». La moitié de la population est favorable à la poursuite du rapprochement du pays avec l'Union européenne (49%) mais une proportion similaire souhaiterait que la Moldavie entretienne de plus étroites relations avec la Russie.

# Élections législatives en Moldavie, 28 novembre 2010

## La coalition sortante de l'Alliance pour l'intégration européenne remporte les élections législatives en Moldavie

Selon les résultats définitifs, 3 des 4 partis de la coalition sortante de l'Alliance pour l'intégration européenne - le Parti libéral (PL) du Président de la République par intérim Mihai Ghimpu, le Parti libéral-démocrate (PLDM), dirigé par le Premier ministre sortant Vladimir Filat, et le Parti démocratique (PDM) de Marian Lupu - ont recueilli ensemble 52.06% des suffrages et 59 sièges (+11). Le Parti libéral-démocrate réalise une percée avec 29.38% des voix (32 sièges). Le Parti démocrate obtient 12.72% des suffrages (15 sièges), le Parti libéral 9.96% (12 sièges).

Le Parti communiste de l'ancien Chef de l'Etat (2001-2009) Vladimir Voronine, pourtant confiant après l'invalidation du référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct du 5 septembre dernier, est en recul. Il obtient 39.29 % des suffrages (42 sièges).

Aucun des autres partis en lice et notamment l'Alliance notre Moldavie (AMN) de l'ancien maire de Chisinau Serafim Urechean, membre de la coalition gouvernementale sortante, n'a franchi le seuil des 4% des suffrages indispensables pour être représenté au Parlement.

La participation a été quasiment équivalente à celle enregistrée lors des dernières élections législatives du 29 juillet 2009 (+ 0,33) et s'est élevée à 59,1%. La coalition de l'Alliance pour l'intégration européenne avait autorisé l'ouverture de 75 de bureaux de vote à l'étranger, un nombre très supérieur à celui des précédentes élections législatives. Le scrutin du 28 novembre était le 4e en moins de 2 ans après les élections législatives du 5 avril 2009, celles du 29 juillet 2009 et le référendum du 5 septembre dernier sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct.

RÉSULTAT

« Ces résultats montrent que l'impossible est possible » s'est félicité le Premier ministre sortant Vladimir Filat. « La seule véritable chance pour la Moldavie, c'est de continuer sur la voie des réformes qui ont commencé à être mises en oeuvre et qui sont soutenues par ses partenaires extérieurs, l'Union européenne, les Etats-Unis, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Notre objectif principal est de faire en sorte que la Moldavie ne renoue plus avec son passé » a ajouté celui qui pourrait être nommé pour conduire les négociations en vue de former le prochain gouvernement.

Au vu de ces résultats, la Moldavie ne semble pas être en mesure de résoudre le principal problème politique qui se pose depuis le printemps 2009, à savoir l'élection du Président de la République. Aux termes de la Constitution actuelle, en vigueur depuis 2000, le Chef de l'Etat moldave est élu à bulletins secrets par les 3/5<sup>e</sup> des députés du Parlement, soit 61 des 101 élus. Les partis de l'Alliance pour l'intégration européenne, au

pouvoir depuis 16 mois, ne disposeraient donc pas au Parlement d'une majorité suffisante au Parlement pour faire élire leur candidat à la tête de l'Etat (-2).

Les négociations sont donc entamées entre tous les partis pour trouver une issue à cette situation de blocage répétée. Pour le chercheur français Florent Parmentier, le scénario le plus probable consiste en l'abaissement du seuil à la majorité simple (52 voix). Il rappelle que le Parti communiste s'est déjà déclaré favorable à une telle solution. Oleg Serebrian, ambassadeur de Moldavie en France, envisage également cette option. « Soit le Parlement s'accorde sur un candidat neutre, soit il modifie la Constitution pour réduire la majorité nécessaire à l'élection du chef de l'Etat » a-t-il déclaré.

Si l'on s'en tient à l'actuelle Constitution qui oblige les parlementaires à élire le Président de la République dans les trois mois suivants la dissolution du Parlement précédent, le nouveau Chef de l'Etat devrait être désigné avant le 28 décembre prochain.

#### Résultats des élections législatives du 28 novembre 2010 en Moldavie

Participation : 59,10%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
<b>Parti communiste (PRCM)</b>	39.29	42
<b>Parti libéral-démocrate (PLDM)</b>	29.38	32
<b>Parti démocrate (PDM)</b>	12.72	15
<b>Parti libéral (PL)</b>	9.96	12
<b>Autres</b>	8.65	0

Source : Site internet Commission centrale électorale moldave  
<http://cec.md/index.php?page=page&id=43&l=>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.